

LOIS, DÉCRETS, ORDONNANCES ET RÈGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTÈRE DES FINANCES

F. 93 — 157

11 JANVIER 1993. — Loi relatif à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux (1)

BAUDOQUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. La présente loi applique la directive du Conseil 91/308/CEE du 10 juin 1991 relative à l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux.

Art. 2. Les dispositions de la présente loi sont applicables aux organismes financiers et aux personnes mentionnés ci-après :

- 1° la Banque Nationale de Belgique;
- 2° les banques inscrites à la liste prévue à l'article 2 de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs;
- 3° les caisses d'épargne privées inscrites en application de l'article 3 des dispositions relatives au contrôle des caisses d'épargne privées, coordonnées par l'arrêté royal du 23 juin 1967;
- 4° les entreprises régies par le chapitre I^{er} de la loi du 10 juin 1964 sur les appels publics à l'épargne;
- 5° les établissements publics de crédit de droit belge;
- 6° les établissements de crédit agréés par ces derniers;
- 7° les sociétés de bourse;
- 8° les entreprises d'assurances établies en Belgique et agréées pour exercer l'activité d'assurance-vie en application de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances;
- 9° la Poste;
- 10° les sociétés de courtage en change et en dépôts;
- 11° la Caisse des Dépôts et Consignations;
- 12° les sociétés de gestion de fortune;
- 13° les sociétés de conseil en placements;
- 14° toutes les personnes physiques ou les autres personnes morales qui se livrent, à titre professionnel, aux opérations d'achat ou de vente au comptant de devises sous forme d'espèces ou de chèques libellés en devises ou par l'utilisation d'une carte de crédit ou de paiement.

Le Roi peut ajouter d'autres organismes financiers ou personnes à la liste prévue à l'alinéa 1^{er}.

Il peut en outre adapter la liste dans le cadre de l'exécution d'autres dispositions légales.

(1) Session extraordinaire 1991-1992.

Sénat.

Documents parlementaires. — N° 468 : n° 1 : Exposé des motifs. — Projet de loi. — Avis du Conseil d'Etat; n° 2 : Rapport fait au nom de la Commission des Finances; n° 3 et 4 : Amendements; n° 5 : Rapport complémentaire fait au nom de la Commission des Finances.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 14 et 15 octobre 1992.

Session ordinaire 1992-1993.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — N° 689 : n° 1 : Projet transmis par le Sénat; n° 2 : Rapport fait au nom de la Commission des Finances.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 10 et 11 décembre 1992.

MINISTERIE VAN FINANCIËN

N. 93 — 157

11 JANUARI 1993. — Wet tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Deze wet past de richtlijn toe van de Raad 91/308/EEG van 10 juni 1991 tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld.

Art. 2. De bepalingen van deze wet zijn van toepassing op de hierna vermelde financiële ondernemingen en personen :

- 1° de Nationale Bank van België;
- 2° de banken die voorkomen op de lijst bedoeld in artikel 2 van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 op de bankcontrole en het uitgifteregime voor titels en effecten;
- 3° de privé-spaarkassen die zijn ingeschreven met toepassing van artikel 3 van de bepalingen betreffende de controle op de private spaarkassen, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 23 juni 1967;
- 4° de ondernemingen onderworpen aan hoofdstuk I van de wet van 10 juni 1964 op het openbaar aantrekken van spaargelden;
- 5° de openbare kredietinstellingen naar Belgisch recht;
- 6° de door deze laatste erkende kredietinstellingen;
- 7° de beursvennootschappen;
- 8° de in België gevestigde verzekeringsondernemingen die, met toepassing van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen, toegelaten worden voor de uitoefening van het levensverzekeringsbedrijf;
- 9° de Post;
- 10° de vennootschappen voor wissel- en depositomakelarij;
- 11° de Deposito- en Consignatiekas;
- 12° de vennootschappen voor vermogensbeheer;
- 13° de vennootschappen voor beleggingsadvies;
- 14° alle natuurlijke personen en overige rechtspersonen die beroepshalve verrichtingen doen voor de contante aankoop of verkoop van deviezen in contanten of met cheques in deviezen dan wel met gebruik van een krediet- of betaalkaart.

De Koning kan andere financiële ondernemingen of personen op de in het eerste lid voorziene lijst plaatsen.

Hij kan bovendien de lijst aanpassen in het kader van de uitvoering van andere wetsbepalingen.

(1) Buitengewone zitting 1991-1992.

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Nr. 468 : nr. 1 : Memorie van toelichting. — Wetsontwerp. — Advies Raad van State; nr. 2 : Verslag namens de Commissie voor de Financiën; nrs. 3 en 4 : Amendementen; nr. 5 : Aanvullend verslag namens de Commissie voor de Financiën.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Zitting van 14 en 15 oktober 1992.

Gewone zitting 1992-1993.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Nr. 469 : nr. 1 : Ontwerp overgezonden door de Senaat; nr. 2 : Verslag namens de Commissie voor de Financiën.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Zitting van 10 en 11 december 1992.

Art. 3. § 1^{er}. Aux fins de l'application de la présente loi, par blanchiment de capitaux il faut entendre :

— la conversion ou le transfert de capitaux ou d'autres biens dans le but de dissimuler ou de déguiser leur origine illicite ou d'aider toute personne qui est impliquée dans la réalisation de l'infraction d'où proviennent ces capitaux ou ces biens, à échapper aux conséquences juridiques de ses actes;

— la dissimulation ou le déguisement de la nature, de l'origine, de l'emplacement, de la disposition, du mouvement ou de la propriété des capitaux ou des biens dont on connaît l'origine illicite;

— l'acquisition, la détention ou l'utilisation de capitaux ou de biens dont on connaît l'origine illicite;

— la participation à l'un des actes visés aux trois points précédents, l'association pour commettre ledit acte, les tentatives de le perpétrer, le fait d'aider, d'inciter ou de conseiller quelqu'un à la commettre ou le fait d'en faciliter l'exécution.

§ 2. Pour l'application de la présente loi, l'origine de capitaux ou de biens est illicite lorsque ceux-ci proviennent de la réalisation d'une infraction liée au terrorisme, à la criminalité organisée, au trafic illicite de stupéfiants, au trafic illicite d'armes, de biens et de marchandises, au trafic de main-d'œuvre clandestine, au trafic d'êtres humains ou à l'exploitation de la prostitution.

§ 3. Les organismes et les personnes visés à l'article 2 concourent pleinement à l'application de la présente loi par l'identification de tous les actes de blanchiment de capitaux.

CHAPITRE II. — Identification des clients et organisation interne au niveau des organismes et des personnes visés à l'article 2

Art. 4. Les organismes et les personnes visés à l'article 2 doivent s'assurer de l'identité de leurs clients au moyen d'un document probant au moment où ils nouent des relations d'affaires qui feront d'eux des clients habituels.

Cette même identification est exigée pour toute autre personne qui souhaite réaliser une opération dont le montant atteint ou excède 10 000 ECU, qu'elle soit effectuée en une seule ou en plusieurs opérations entre lesquelles semble exister un lien. L'identification est requise même si le montant de l'opération est inférieur à 10 000 ECU dès qu'il y a soupçon de blanchiment de capitaux.

L'identification porte sur le nom, le prénom ou la dénomination sociale pour les personnes morales, l'adresse ou le siège social du client.

Art. 5. En cas de doute sur la question de savoir si les clients visés à l'article 4 agissent pour leur propre compte ou en cas de certitude qu'ils n'agissent pas pour leur propre compte, les organismes financiers et les personnes visés à l'article 2 prennent des mesures utiles en vue d'obtenir des informations sur l'identité réelle des personnes pour le compte desquelles ces clients agissent.

Art. 6. Les organismes et les personnes visés à l'article 2 ne sont pas soumis aux obligations d'identification visées aux articles 4 et 5 lorsque le client est également un organisme financier ou une personne visés à l'article 2 ou un établissement de crédit ou une institution financière visés à l'article 1^{er} de la directive 91/308/CEE.

Par dérogation à l'article 4, l'identification n'est pas requise des entreprises d'assurances visées à l'article 2, 8^o, qui effectuent une activité d'assurance-vie, lorsque le montant de la ou des primes périodiques à verser au cours d'une année n'excède pas 1 000 ECU ou dans le cas d'un versement d'une prime unique dont le montant n'excède pas 2 500 ECU. Si la ou les primes périodiques à verser au cours d'une année sont augmentées de telle sorte qu'elles dépassent le seuil de 1 000 ECU, l'identification est requise.

Art. 7. Les organismes et les personnes visés à l'article 2 conservent sur quelque support d'archivage que ce soit, pendant cinq ans au moins après avoir mis fin aux relations avec leurs clients ou toute autre personne visée à l'article 4, alinéas 1^{er} et 2, une copie du document probant ayant servi à l'identification ou les références de celui-ci.

Il en est de même des documents ayant permis l'identification visée à l'article 5.

Sans préjudice de l'exigence formulée à l'article 6, alinéa 4, de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises, les organismes et les personnes visés à

Art. 3. § 1. Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder « witwassen van geld » :

— de omzetting of overdracht van geld of activa met de bedoeling de illegale herkomst ervan te verbergen of te verdoezelen of een persoon die betrokken is bij een misdrijf waaruit dit geld of deze activa voortkomen, te helpen ontkomen aan de rechtsgevolgen van zijn daden;

— het verhelen of verhullen van de aard, oorsprong, vindplaats, vervreemding, verplaatsing of eigendom van geld of activa waarvan men de illegale herkomst kent;

— de verwerving, het bezit of het gebruik van geld of activa waarvan men de illegale herkomst kent;

— de deelneming aan, de medeplichtigheid tot, de poging tot, de hulp aan, het aanzetten tot, het vergemakkelijken van of het geven van raad betreffende een van de in de drie voorgaande punten bedoelde daden.

§ 2. Voor de toepassing van deze wet is de herkomst van geld of activa illegaal wanneer deze voortkomen uit een misdrijf dat in verband staat met het terrorisme, de georganiseerde misdaad, de illegale drughandel, de illegale handel in wapens, goederen en koopwaren, de handel in clandestiene werkkrachten, de mensenhandel of de exploitatie van de prostitutie.

§ 3. De in artikel 2 beoogde ondernemingen en personen verlenen hun volledige medewerking aan de toepassing van deze wet om alle daden van witwassen van geld te identificeren.

HOOFDSTUK II. — Identificatie van de cliënten en interne organisatie op het niveau van de in artikel 2 beoogde ondernemingen en personen

Art. 4. De in artikel 2 beoogde ondernemingen en personen dienen zich te vergewissen van de identiteit van hun cliënten aan de hand van een bewijsstuk op het ogenblik dat zij een zakenrelatie aanknopen waardoor de betrokkenen gewone cliënten worden.

Dezelfde identificatie is vereist voor iedere andere persoon die een verrichting wenst uit te voeren voor een bedrag van 10 000 ECU of meer, ongeacht of zij in één keer wordt uitgevoerd of in verscheidene keren, waartussen een verband blijkt te bestaan. Identificatie is vereist zelfs wanneer het bedrag van de verrichting lager is dan 10 000 ECU, zodra wordt vermoed dat het gaat om witwassen van geld.

De identificatie betreft de naam, de voornaam of, voor rechtspersonen de firma, het adres of de maatschappelijke zetel van de cliënt.

Art. 5. Indien wordt betwijfeld of de in artikel 4 bedoelde cliënten voor eigen rekening handelen of indien vaststaat dat zij niet voor eigen rekening handelen, treffen de in artikel 2 beoogde ondernemingen en personen nuttige maatregelen om informatie te verkrijgen omtrent de ware identiteit van de personen voor wier rekening deze cliënten handelen.

Art. 6. De in de artikelen 4 en 5 bedoelde identificatieverplichtingen zijn niet van toepassing op de in artikel 2 beoogde ondernemingen en personen ingeval de cliënt eveneens een in artikel 2 beoogde onderneming of persoon is of een kredietinstelling of een financiële instelling is bedoeld in artikel 1 van de richtlijn 91/308/EEG.

In afwijking van artikel 4 rust de identificatieplicht niet op de verzekeringsondernemingen bedoeld in artikel 2, 8^o, die een levensverzekeringsbedrijf uitoefenen, wanneer het bedrag van de te betalen periodieke premie(s) gedurende een periode van een jaar niet hoger is dan 1 000 ECU of, bij storting van een eenmalige premie, wanneer het bedrag niet hoger is dan 2 500 ECU. Wanneer de periodieke premie(s) zodanig wordt (worden) verhoogd dat de drempel van 1 000 ECU wordt overschreden, wordt de identificatie verplicht.

Art. 7. De in artikel 2 beoogde ondernemingen en personen bewaren op welke informatiedrager ook gedurende ten minste vijf jaar na het beëindigen van de relaties met hun cliënten of alle andere personen beoogd in artikel 4, eerste en tweede lid, een afschrift van het bewijsstuk dat voor de identificatie heeft gediend of de verwijzingen ernaar.

Hetzelfde geldt voor de stukken die de in artikel 5 beoogde identificatie mogelijk hebben gemaakt.

Onverminderd het vereiste gesteld in artikel 6, vierde lid, van de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen, bewaren de in artikel 2 beoogde ondernemingen en

l'article 2 conservent pendant une période d'au moins cinq ans à partir de l'exécution des opérations, une copie sur quelque support d'archivage que ce soit, des enregistrements, bordereaux et documents des opérations effectuées de façon à pouvoir les reconstituer précisément.

Art. 8. Les organismes et les personnes visés à l'article 2 établissent un rapport écrit sur toute opération qui, notamment en raison de sa nature ou de son caractère inhabituel au regard des activités de client, pourrait être liée au blanchiment de capitaux; ce rapport est transmis aux personnes visées à l'article 10 aux fins d'être conservé durant le délai prescrit à l'article 7.

Art. 9. Les organismes et les personnes visés à l'article 2 prennent les mesures appropriées pour sensibiliser leurs employés et leurs représentants aux dispositions de la présente loi. Ces mesures comprennent la participation de leurs employés et de leurs représentants concernés à des programmes spéciaux afin de les aider à reconnaître les opérations qui peuvent être liées au blanchiment de capitaux et de les instruire sur la manière de procéder en pareil cas.

Art. 10. Les organismes et les personnes visés à l'article 2 désignent une ou plusieurs personnes responsables de l'application de la présente loi au sein de leur organisme. Ces personnes sont chargées principalement de l'établissement de procédures de contrôle interne, de communication et de centralisation des informations, afin de prévenir, repérer et empêcher la réalisation d'opérations liées au blanchiment de capitaux.

CHAPITRE III. — Transmission d'informations entre les organismes ou les personnes visés à l'article 2 et les autorités responsables de la lutte contre le blanchiment de capitaux

Art. 11. § 1^{er}. Il est institué, sous la dénomination de « cellule de traitement des informations financières », une autorité administrative dotée de la personnalité juridique chargée du traitement et de la transmission d'informations, en vue de la lutte contre le blanchiment de capitaux.

§ 2. Sans préjudice des compétences des autorités judiciaires, cette autorité est chargée de recevoir et d'analyser les informations transmises par les organismes et les personnes visés à l'article 2 en vertu des articles 12 à 15 et de prendre toutes les mesures nécessaires, conformément aux articles 12 à 16.

§ 3. Cette autorité, composée d'experts en matière financière, est placée sous le contrôle des Ministres de la Justice et des Finances et sous la direction d'un magistrat ou de son suppléant détachés du parquet. Ses membres sont désignés par le Roi.

Ils ne peuvent, soit exercer concomitamment, soit avoir exercé pendant l'année qui précède leur désignation, des fonctions dans les organismes ou chez les personnes visés à l'article 2.

§ 4. Au moins une fois par an, cette autorité dresse un rapport de ses activités à l'intention des Ministres précités.

§ 5. Au moment de leur nomination, les experts financiers doivent remplir les conditions suivantes :

- 1° être Belge;
- 2° jouir des droits civils et politiques;
- 3° avoir l'âge de 35 ans accomplis;
- 4° avoir leur domicile en Belgique;
- 5° avoir une expérience d'au moins dix ans dans des fonctions judiciaires, administratives ou scientifiques en rapport avec le fonctionnement des personnes et organismes visés à l'article 2.

Les experts financiers présentent, entre les mains du Ministre de la Justice, le serment prescrit par le décret du 20 juillet 1831.

Ils ne peuvent exercer aucun mandat public conféré par élection, ni aucun emploi ou activité publique ou privée qui pourrait compromettre l'indépendance ou la dignité de la fonction.

§ 6. Le Roi détermine par arrêté délibéré en Conseil des Ministres les modalités relatives à la composition, à l'organisation, au fonctionnement et à l'indépendance de cette autorité.

§ 7. Le Roi fixe par arrêté royal, délibéré en Conseil des Ministres, la contribution aux frais de fonctionnement de la cellule due par les organismes et les personnes visés à l'article 2.

personen gedurende een periode van ten minste vijf jaar vanaf de uitvoering van de verrichtingen op welke informatiedrager ook een kopie van de registraties, de borderellen en stukken van de uitgevoerde verrichtingen om ze nauwkeurig te kunnen reconstrueren.

Art. 8. De in artikel 2 beoogde ondernemingen en personen stellen een schriftelijk verslag op over elke verrichting die, inzonderheid door haar natuur of door haar ongebruikelijk karakter ten aanzien van de activiteiten van de cliënt, zou kunnen verband houden met het witwassen van geld; dit verslag wordt voor bewaring gedurende de door artikel 7 voorgeschreven termijn toegestuurd aan de in artikel 10 bedoelde personen.

Art. 9. De in artikel 2 beoogde ondernemingen en personen nemen passende maatregelen om hun werknemers en hun vertegenwoordigers met de bepalingen van deze wet vertrouwd te maken. Deze maatregelen houden in dat hun betrokken werknemers en vertegenwoordigers deelnemen aan speciale opleidingsprogramma's om de verrichtingen te leren onderkennen die met het witwassen van geld verband kunnen houden en om hen te onderrichten hoe in die gevallen moet worden gehandeld.

Art. 10. De in artikel 2 beoogde ondernemingen en personen wijzen één of meer personen aan die verantwoordelijk zijn voor de toepassing van deze wet in hun onderneming. Deze personen zijn vooral belast met de vaststelling van de procedures voor interne controle, informatieverstrekking en -centralisatie om verrichtingen die met het witwassen van geld verband houden, te voorkomen, op te sporen en te verhinderen.

HOOFDSTUK III. — Informatieverstrekking tussen de in artikel 2 beoogde ondernemingen of personen en de met de bestrijding van het witwassen van geld belaste overheden

Art. 11. § 1. Er wordt, onder de benaming « cel voor financiële informatieverwerking », een administratieve autoriteit met rechtspersoonlijkheid ingesteld, belast met het verwerken en verstrekken van informatie met het oog op de bestrijding van het witwassen van geld.

§ 2. Onverminderd de bevoegdheden van de gerechtelijke autoriteiten wordt deze autoriteit belast met de ontvangst en de ontleding van de informatie die door de in artikel 2 beoogde ondernemingen en personen krachtens de artikelen 12 tot 15 is meegedeeld en het nemen van alle noodzakelijke maatregelen overeenkomstig de artikelen 12 tot 16.

§ 3. Deze autoriteit, bestaande uit financiële deskundigen, staat onder het toezicht van de Ministers van Justitie en van Financiën en onder de leiding van een magistraat of van zijn plaatsvervanger die van het parket worden gedetacheerd. Haar leden worden aangewezen door de Koning.

Zij mogen, noch tegelijkertijd, noch tijdens het jaar dat hun aanwijzing voorafgaat, een functie uitoefenen of hebben uitgeoefend bij de in artikel 2 beoogde ondernemingen of personen.

§ 4. Ten minste één keer per jaar stelt deze autoriteit voor de voornoemde Ministers een verslag van haar werkzaamheden op.

§ 5. Op het ogenblik van hun benoeming moeten de financiële deskundigen de volgende voorwaarden vervullen :

- 1° Belg zijn;
- 2° het genot hebben van de burgerlijke en politieke rechten;
- 3° de volle leeftijd van 35 jaar hebben bereikt;
- 4° hun woonplaats in België hebben;
- 5° een ervaring hebben van ten minste tien jaar in gerechtelijke, administratieve of wetenschappelijke functies die verband houden met de werking van de in artikel 2 beoogde personen en ondernemingen.

De financiële deskundigen leggen in handen van de Minister van Justitie de bij het decreet van 20 juli 1831 voorgeschreven eed af.

Zij mogen geen bij verkiezing verleend openbaar mandaat uitoefenen en geen openbare of particuliere betrekking of activiteit uitoefenen die de onafhankelijkheid of de waardigheid van het ambt in gevaar zou kunnen brengen.

§ 6. De Koning bepaalt bij een in Ministerraad overlegd besluit de regels inzake de samenstelling, de organisatie, de werking en de onafhankelijkheid van deze autoriteit.

§ 7. De Koning bepaalt bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit de bijdragen in de werkingskosten van de cel, die verschuldigd zijn door de in artikel 2 beoogde ondernemingen en personen.

Art. 12. § 1^{er}. Lorsque les organismes ou les personnes visés à l'article 2 savent ou soupçonnent qu'une opération à exécuter est liée au blanchiment de capitaux, ils en informent la cellule de traitement des informations financières, avant d'exécuter l'opération, en indiquant, le cas échéant, le délai dans lequel celle-ci doit être exécutée. Cette information peut être faite téléphoniquement, mais doit être immédiatement confirmée par télécopie ou, à défaut, par tout autre moyen écrit.

Dès réception de l'information, la cellule en accuse réception.

§ 2. Si, en raison de la gravité ou de l'urgence de l'affaire, la cellule l'estime nécessaire, elle peut faire opposition à l'exécution de l'opération, avant l'expiration du délai d'exécution mentionné par les organismes ou les personnes visés à l'article 2.

Cette opposition leur est notifiée immédiatement par télécopie ou, à défaut, par tout autre moyen écrit.

Cette opposition fait obstacle à l'exécution de l'opération pendant une durée maximale de vingt-quatre heures à compter de la notification.

§ 3. Si la cellule estime que la mesure visée au § 2 doit être prolongée, elle en réfère sans délai au procureur du Roi de Bruxelles, qui prend les décisions nécessaires. A défaut de décision notifiée aux organismes ou aux personnes visés à l'article 2 dans le délai visé au § 2, les organismes ou les personnes sont libres d'exécuter l'opération.

Art. 13. Dans l'hypothèse où les organismes ou les personnes visés à l'article 2, qui savent ou soupçonnent qu'une opération à exécuter est liée au blanchiment de capitaux, ne peuvent en informer la cellule de traitement des informations financières avant d'exécuter l'opération, soit parce que le report de l'exécution de l'opération n'est pas possible en raison de la nature de celle-ci, soit parce qu'il serait susceptible d'empêcher la poursuite des bénéficiaires du blanchiment présumé de capitaux, les organismes financiers ou les personnes procèdent à l'information de la cellule immédiatement après avoir exécuté l'opération. Dans ce cas, la raison pour laquelle il n'a pu être procédé à l'information préalablement à l'exécution de l'opération doit être indiquée.

Art. 14. Hors les cas visés aux articles 12 et 13, lorsque les organismes ou les personnes visés à l'article 2 ont connaissance d'un fait qui pourrait être l'indice d'un blanchiment de capitaux, ils en informent immédiatement la cellule de traitement des informations financières. Cette information peut être faite téléphoniquement mais doit être confirmée par télécopie ou, à défaut, par tout autre moyen écrit.

Dès réception de l'information, la cellule en accuse réception.

Art. 15. § 1^{er}. Lorsque la cellule de traitement des informations financières reçoit une information visée aux articles 12 ou 14, elle peut se faire communiquer de la part de tous les organismes et les personnes visés à l'article 2 ainsi que des services de police, tous les renseignements complémentaires qu'elle juge utiles à l'accomplissement de sa mission, dans le délai qu'elle détermine.

§ 2. En outre, indépendamment des cas visés au § 1^{er}, la cellule peut à tout moment se faire communiquer de la part des organismes et des personnes visés à l'article 2, qui ne sont soumis à aucun contrôle prudentiel tous les renseignements qu'elle juge utiles concernant la manière dont ces mêmes organismes et personnes mettent en œuvre les articles 4 à 10.

Art. 16. Sans préjudice du cas visé à l'article 12, § 3, la cellule de traitement des informations financières procède à l'examen des informations qui lui sont transmises en vertu des articles 12 à 15. Dès que cet examen fait apparaître un indice sérieux de blanchiment de capitaux, ces informations sont transmises au procureur du Roi de Bruxelles.

Art. 17. § 1^{er}. Sans préjudice de l'application des articles qui précèdent et hors le cas où ils sont appelés à rendre témoignage en justice, les membres de la cellule de traitement des informations financières et les membres de son personnel ne peuvent divulguer, même dans le cas visé par l'article 29 du Code d'instruction criminelle, les informations recueillies dans l'exercice de leurs fonctions.

Le membre de la cellule ou le membre de son personnel qui divulgue une information visée à l'alinéa 1^{er} est puni des peines prévues à l'article 458 du Code pénal.

Art. 12. § 1. Wanneer de in artikel 2 beoogde ondernemingen of personen weten of vermoeden dat een uit te voeren verrichting verband houdt met het witwassen van geld, brengen zij dit, vooraleer de verrichting uit te voeren, ter kennis van de cel voor financiële informatieverwerking en delen zij in voorkomend geval de termijn mee binnen welke die verrichting moet worden uitgevoerd. Deze kennisgeving mag telefonisch geschieden, maar moet onmiddellijk bevestigd worden per telefax of, bij gebrek daaraan, op enig andere schriftelijke wijze.

Zodra de cel de kennisgeving ontvangt, bevestigt zij de ontvangst ervan.

§ 2. Zo de cel het wegens het ernstig of dringend karakter van de zaak nodig acht, kan zij zich vóór het verstrijken van de uitvoeringstermijn die door de in artikel 2 beoogde ondernemingen of personen is meegedeeld, verzetten tegen de uitvoering van de verrichting.

Van dit verzet wordt aan deze laatste onmiddellijk per telefax kennis gegeven of, bij gebrek daaraan, op enig andere schriftelijke wijze.

Dit verzet verhindert de uitvoering van de verrichting tijdens maximaal vierentwintig uur te rekenen van de kennisgeving.

§ 3. Indien de cel van oordeel is dat de in § 2 bedoelde maatregel moet worden verlengd, meldt zij dit onverwijld aan de procureur des Konings te Brussel, die de nodige beslissingen neemt. Indien binnen de in § 2 gestelde termijn geen beslissing ter kennis is gebracht van de ondernemingen of de personen, mogen de ondernemingen of de personen de verrichting uitvoeren.

Art. 13. Wanneer de in artikel 2 beoogde ondernemingen of personen die weten of vermoeden dat een uit te voeren verrichting verband houdt met het witwassen van geld, dit niet ter kennis kunnen brengen van de cel voor financiële informatieverwerking vooraleer de verrichting uit te voeren, hetzij omdat het niet mogelijk is de uitvoering van de verrichting, gezien haar aard, uit te stellen, hetzij omdat uitstel van aard zou kunnen zijn de vervolging van de begunstigen van het vermeende witwassen van geld te beletten, stellen de ondernemingen of de personen onmiddellijk na de uitvoering van de verrichting de cel hiervan in kennis. In dit geval wordt de reden vermeld waarom een kennisgeving, vooraleer de verrichting uit te voeren, niet mogelijk was.

Art. 14. Buiten de gevallen bedoeld in de artikelen 12 en 13 brengen de in artikel 2 beoogde ondernemingen of personen, wanneer hun een feit bekend wordt dat op witwassen van geld zou kunnen wijzen, dit onmiddellijk ter kennis van de cel voor financiële informatieverwerking. Deze kennisgeving mag telefonisch geschieden, maar moet worden bevestigd per telefax of, bij gebrek daaraan, op enig andere schriftelijke wijze.

Zodra de cel de kennisgeving ontvangt, bevestigt zij de ontvangst ervan.

Art. 15. § 1. Wanneer de cel voor financiële informatieverwerking een in artikelen 12 of 14 beoogde kennisgeving ontvangt, mag zij eisen dat al de in artikel 2 beoogde ondernemingen en personen alsook alle politiediensten haar alle bijkomende inlichtingen die zij voor de vervulling van haar opdracht nuttig acht, meedelen binnen de door haar bepaalde termijn.

§ 2. Bovendien mag de cel, los van de in de § 1 bedoelde gevallen, op elk ogenblik eisen dat de in artikel 2 beoogde ondernemingen en personen, die aan geen prudentieel toezicht onderworpen zijn, haar alle door haar nuttig geachte inlichtingen meedelen over de manier waarop dezelfde ondernemingen en personen de artikelen 4 tot 10 toepassen.

Art. 16. Onverminderd het geval bedoeld in artikel 12, § 3, gaat de cel voor financiële informatieverwerking over tot het onderzoek van de informatie die haar krachtens de artikelen 12 tot 15 is meegedeeld. Zodra uit dit onderzoek blijkt dat er een ernstige aanwijzing van witwassen van geld bestaat, wordt deze informatie aan de procureur des Konings te Brussel meegedeeld.

Art. 17. § 1. Onverminderd de toepassing van de voorafgaande artikelen en buiten het geval dat zij geroepen worden om in rechte te getuigen, mogen de leden van de cel voor financiële informatieverwerking en de leden van haar personeel, zelfs in het geval bedoeld in artikel 29 van het Wetboek van strafvordering, geen ruchtbaarheid geven aan de informatie waarvan zij bij de uitoefening van hun opdrachten kennis hebben gekregen.

Het lid van de cel of van haar personeel dat een in het eerste lid bedoelde informatie ruchtbaar maakt, wordt gestraft met de straffen bepaald in artikel 458 van het Strafwetboek.